

sulter les groupements d'intérêt, à savoir les associations d'autochtones, les associations féminines, les syndicats ni même les représentants élus du peuple, suscite en moi un sentiment de désespoir et de frustration. Le fait que le gouvernement a l'intention de tenter unilatéralement de s'emparer de l'une des industries les plus importantes au Canada suscite en moi un sentiment de désespoir et de frustration encore plus grand. Le gouvernement a très clairement laissé entendre que la nationalisation ou si vous voulez le socialisme était préférable pour nous à un système basé sur la libre entreprise. Quelle sera l'étape suivante? A quelle industrie le gouvernement du Canada appliquera-t-il ensuite ce qu'il appelle son plan de canadienisation? A l'exploitation forestière de la Colombie-Britannique, qui est la seule industrie vraiment importante de ma province et même de tout le Canada? Comme il est parti maintenant, je ne serais pas étonné que le gouvernement réserve quelque chose de ce genre aux Canadiens de la Colombie-Britannique, de l'Ouest en général et de tout le pays.

● (2120)

Je proteste, au nom de mes commettants et de tous les Canadiens de la Colombie-Britannique qui ne veulent plus être lésés. J'espère que le gouvernement se rendra compte que cette mesure qu'il veut nous faire approuver peut avoir de graves conséquences. La politique adoptée par le gouvernement fédéral stipule que, compte tenu de l'instabilité actuelle en matière d'énergie, il est nécessaire de garantir l'approvisionnement et la stabilité énergétiques du Canada. L'approvisionnement énergétique est-il plus sûr maintenant que le projet de Cold Lake est annulé et que des sociétés canadiennes abandonnent leurs activités de prospection? Est-il sûr, lorsque quatre sociétés pétrolières de Grande-Prairie, petite localité de l'Alberta, annoncent aujourd'hui des mises à pied de l'ordre de 40, 95, 75 et 100 p. 100?

On a entrepris de réduire les budgets de prospection. On annonce des réductions tous les jours. Les derricks s'en vont aux États-Unis et nous savons bien qu'une fois partis ils ne reviennent pas. Le gouvernement est prêt à donner de l'argent à l'Arabie Saoudite mais tourne le dos à ses associés de la Confédération. Cela me renverse. Je me demande ce que pense les ministériels d'une situation aussi aberrante.

Les sociétés canadiennes indépendantes ont été durement touchées par le dernier budget, surtout par la redevance de 8 p. 100. Le ministre des Finances (M. MacEachen) par son programme énergétique, indique aux sociétés canadiennes qu'elles feront plus d'argent aux États-Unis qu'au Canada. On demande aux Canadiens de subir des hausses de prix invraisemblables pour toute consommation d'énergie. Et c'est le gouvernement qui en bénéficiera, pas le public canadien.

Dans l'introduction à son programme énergétique national, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, déclare ceci:

Nous ne devons pas laisser notre force en matière énergétique devenir une source de faiblesse interne. La plupart des Canadiens sont conscients des tensions créées dans la fédération par les questions du prix de l'énergie et du partage des recettes.

Je voudrais que le ministre nous dise, s'il est au courant de ce qui se passe, pourquoi son chef veut puiser dans nos ressources pour aider l'étranger? Pourquoi le gouvernement ne veut-il pas investir nos dollars dans le pétrole canadien? S'il ne veut pas que notre force en matière énergétique devienne une source de faiblesse interne, pourquoi le gouvernement fédéral

#### *Administration du pétrole—Loi*

refuse-t-il de négocier des prix équitables avec les provinces productrices pour éviter que notre force ne se transforme en faiblesse?

Le ministre affirme également que les perspectives pour la prochaine décennie ne sont pas encourageantes. Certes, je dois en convenir avec lui; mais ces sombres perspectives, on les doit à lui-même et au gouvernement dont il fait partie. Notre richesse énergétique devrait être notre force, mais par ses actions unilatérales et autocratiques, le gouvernement affaiblit notre pays.

Nous sommes riches en énergie, avec les nouvelles techniques lancées journellement. Nous pouvons nous classer aux tout premiers rangs mondiaux pour l'extraction et le raffinage du pétrole. Parcourons des yeux la scène canadienne. Nous avons l'aptitude et les moyens qu'il faut pour produire suffisamment de pétrole et de gaz naturel pour approvisionner l'ensemble du monde occidental, à condition que tous les niveaux de gouvernement collaborent. Nous avons un secteur agricole qui ne le cède à aucun autre, qui peut alimenter le monde. Nous avons une industrie forestière qui, convenablement gérée, approvisionnera les générations à venir du Canada. Nous avons ce qu'il faut pour devenir un des pays les plus puissants du monde moderne au plan économique. Comment se fait-il qu'avec tant de potentialités nous pataignons dans ce débat? Si les gouvernements libéraux antérieurs avaient su organiser une stratégie énergétique, nous n'en serions pas là aujourd'hui.

J'en viens à l'argument utilisé par le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) quand il a cherché à nous donner un cours d'histoire. Il s'est étendu sur la valeur des programmes lancés et appliqués par le parti libéral en matière d'assurance-chômage. Est-ce qu'il aurait par hasard oublié le programme Diefenbaker d'aménagement des voies d'accès aux ressources, qu'un gouvernement libéral a ensuite décidé de laisser tomber? Sera-t-il assez raisonnable pour admettre que si l'État fédéral avait gardé ce programme, les voies d'accès au grand Nord seraient maintenant ouvertes et peut-être n'aurions-nous pas besoin de ses précieux programmes d'assurance-chômage?

#### **Des voix: Bravo!**

**M. McCuish:** Le gouvernement Clark avait adopté une politique énergétique qui aurait permis au Canada de satisfaire à ses propres besoins d'énergie d'ici 1990. Notre politique était valable et je suis convaincu qu'une bonne partie des députés d'en face s'en sont rendu compte vu qu'ils ont repris certaines des mesures que nous avons proposées.

J'ai parlé des problèmes internes que posaient les mesures énergétiques proposées par le gouvernement et de son incapacité à voir les solutions qu'il pourrait adopter. Dans un bulletin d'information publié à Vancouver, Colin Beale déclare ce qui suit:

Si le premier ministre Trudeau réalise son projet de nationaliser une ou plusieurs sociétés américaines maintenant établies au Canada...

Certains analystes de New York parlent plutôt de confiscation.

... comment pensez-vous que Reagan réagira? Il pourrait fort bien prendre des mesures de représailles et prendre une bouchée de notre marché de bois de charpente... Et si Reagan permet à l'industrie forestière américaine d'exploiter certaines des forêts nationales des États-Unis, qu'est-ce que cela signifierait pour notre industrie?